

## Profil social des entrepreneurs populaires et développement des communautés au Pérou

Paul Maquet-Makédonski

### Note sur l'auteur :

**Paul Maquet-Makédonski** est sociologue et urbaniste. Il est professeur à l'Université nationale d'ingénierie (UNI) à Lima (Pérou) et coordonnateur de recherches à l'Institut de développement urbain (Cenca). Il est aussi animateur international du chantier « Territoires » de l'Alliance pour un monde pluriel et solidaire et coordonnateur de l'équipe péruvienne du réseau Création de richesses en contexte de précarité (CRCP).

### Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Série Comparaisons internationales N° 14

ISBN : 2-89251-214-X



Août 2004

## Table des matières

<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>II</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>2. QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA NOTION DE PAUVRETÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>3. QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTREPRENEUR POPULAIRE .....</b>	<b>8</b>
<b>4. PARTICULARITÉS DES ANNÉES 90 .....</b>	<b>12</b>
<b>5. QUELQUES CONCLUSIONS .....</b>	<b>14</b>
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>17</b>

## 1. Introduction

La population actuelle du Pérou est de 27 272 000 millions d'habitants. On prévoit qu'elle atteindra 35 millions en 2025, dont 27% vivraient en milieu rural et 72,3% en milieu urbain. Alors qu'en 1940, Lima, la capitale péruvienne, comptait seulement 10,4% de la population du Pérou, en 1993 cette proportion s'élevait déjà à 30% et pourrait bien atteindre 36% en 2025.

Selon les estimations officielles, 55% de la population au Pérou serait pauvres dont près de la moitié seraient en situation d'extrême pauvreté, ce qui signifie que leurs revenus ne suffisent pas à répondre à leurs besoins alimentaires. Les personnes défavorisées vivent en grand nombre en milieu urbain et travaillent dans ce que l'on appelle encore « l'économie informelle urbaine ». Toutefois, nous préférons à ce terme celui d'« économie populaire », car l'« informalité » fait seulement référence à un mode de vie mais pas à un secteur de production reconnu comme tel pour sa contribution au développement du pays.

Bien que la majorité des pauvres habitent la ville, ceux qui sont en situation d'extrême pauvreté vivent en milieu rural, où ils dépendent d'une agriculture de subsistance (les deux tiers d'entre eux habitent dans la sierra, une région montagneuse).

Si les tendances actuelles se maintiennent, Lima comptera, en 2025, quelques 7 millions de pauvres contre 3,5 millions aujourd'hui. Cette croissance éventuelle explique l'intérêt grandissant qu'on accorde aux mesures visant à cerner la pauvreté, à en estimer l'étendue et surtout aux mesures visant à combattre ce phénomène. Il s'agit certes d'un problème économique, mais aussi politique, social et éthique.

Le contexte dans lequel a lieu cette croissance urbaine, de même que celle de la pauvreté, plus particulièrement à Lima, présente les caractéristiques suivantes :

- a) **Poids de la dette extérieure** : le remboursement annuel du service de la dette était de 2,3 milliards de dollars en 2003 et s'élèvera à 3 milliards au cours des années suivantes, ce qui représente presque 25% du budget national;
- b) **faible création de richesses** : faible taux de création de richesses par l'économie officielle, à l'exception de la production de matières premières, dont les profits sont destinés au remboursement de la dette;
- c) **mise en péril de la protection des ressources humaines et environnementales** : assouplissement des normes relatives à l'emploi et à l'environnement avec l'arrivée de nouveaux capitaux, principalement étrangers;
- d) **précarité de l'emploi** : en 1999, plus de 7 millions de personnes, soit 84 % de la population active, étaient sans emploi (9 %) ou en situation de sous-emploi (75%).
- e) **augmentation du nombre d'emplois précaires** : dans les années 1990, l'emploi créé a été principalement le fait d'une main-d'œuvre sous-qualifiée: 73% des personnes qui détenaient un emploi étaient des travailleurs indépendants sans formation technique ou professionnelle, des aides familiales et des aides ménagères;
- f) **micro-entreprises** : parmi ces travailleurs qui occupent un emploi précaire, beaucoup travaillent au sein de micro-entreprises qui comptent moins de 10 personnes.

Il semble assez difficile de combattre efficacement la pauvreté tant que ne changeront pas certaines des bases structurelles qui la maintiennent, à savoir la dette, les relations de commerce international et la manière traditionnelle d'envisager le développement. Tant qu'on ne valorisera pas les potentiels humain, culturel et matériel du pays et qu'on n'y accordera pas suffisamment d'attention, la pauvreté durera.

Les économistes traditionnels considèrent la micro-entreprise uniquement comme une stratégie de survie ou comme une source de travail de mauvaise qualité. Pourtant, on ne peut nier que la micro-entreprise constitue aujourd'hui une forme de production qui : a) crée la proportion la plus élevée d'emplois, b) dynamise l'économie nationale et c) crée de nouvelles technologies sans qu'il soit nécessaire d'investir d'énormes capitaux. Voilà trois arguments concrets pouvant orienter le débat sur la capacité des micro-entrepreneurs à représenter une base réelle pour le développement

économique. Mais, il ne s'agit là que d'un débat purement économique. En effet, les individus et les classes ; à savoir les micro-entrepreneurs dans le cas qui nous intéresse, ne peuvent pas être réduits à de simples agents économiques ayant toujours un comportement rationnel. Ils représentent aussi une manière de voir le monde, un mode de vie, une façon d'envisager l'avenir. À ce propos, nous allons examiner brièvement ces éléments afin de dresser un profil actualisé de l'entrepreneur populaire péruvien. Mais avant, abordons la notion de pauvreté.

## 2. Quelques réflexions sur la notion de pauvreté

La pauvreté et les tentatives visant à mesurer son étendue ne sont pas nouvelles. Dès 1900, l'économiste anglais B. Seebohm Rowntree réalisa des études approfondies des budgets de consommation des foyers pauvres à New York. En 1936 et 1950, l'actualisation de ces études a contribué à l'élaboration de politiques sociales concernant le salaire de subsistance. Notons également les recherches menées tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis sur les conditions de vie des classes populaires et l'enquête réalisée par l'armateur Charles Booth à Londres, entre 1889 et 1891. Mentionnons aussi l'étude de Jane Addams et de Florence Kelley (1991) à Chicago, publiée sous le nom de *Hull House, Maps and Papers*, où l'on décrit les conditions salariales, de logement et d'hygiène du quartier. Par ailleurs, notons une étude plus vieille de F. Engels décrivant le contexte londonien, mais aussi celui de Manchester, Liverpool, Dublin et Glasgow.

Les politiques publiques visant à combattre la pauvreté menées notamment en Europe presque jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, se sont parfois révélées d'une cruauté sans bornes à l'endroit des pauvres. En Angleterre, par exemple, la « loi des pauvres » de 1834 a chargé des commissaires spéciaux de l'aide apportée aux personnes défavorisées. En vertu de cette loi, ceux qui ne pouvaient pas assurer eux-mêmes leur subsistance devaient quitter leur famille pour loger dans des « maisons de travail », dont le régime était identique à celui des prisons.

Serge Paugam et Franz Schultheis, dans leur introduction à l'ouvrage de Georg Simmel (1998), *Les pauvres*, notent qu'en Allemagne la situation était semblable et qu'il existait dès 1842, en Prusse, une « loi des pauvres » qui tranchait quant à l'internement des personnes défavorisées en leur retirant leur droit de vote. C'est justement pour dénoncer ce régime que Simmel a rédigé *Les pauvres*, qui fait

partie de son oeuvre principale *Sociologie*, écrite en 1908 et publiée pour la première fois en français en 1999 aux Presses universitaires de France.

La contribution de Simmel à cette thématique est importante notamment parce qu'elle modifie l'objet d'étude : il ne s'agit plus des pauvres en tant que tels, mais plutôt de la relation de soutien qui s'établit entre eux et la société, ainsi que de ses conséquences. Selon Simmel, le fait que quelqu'un soit défavorisé ne veut nécessairement dire qu'il fait partie de la catégorie des pauvres. Qu'il soit commerçant, artiste ou employé et pauvre, il appartient toujours à sa catégorie respective, qui est définie par une activité ou une position précise. Ce n'est que lorsqu'on commence à lui apporter du soutien qu'il devient membre d'un groupe caractérisé par la pauvreté. À la différence des autres groupes, celui-ci ne trouve pas son unité par le biais professionnel, mais plutôt par la façon dont la société le perçoit : les pauvres, considérés comme dangereux, indésirables, inutiles et comme des « résidus », sont mis en situation de soumission par la communauté, qui leur apporte du soutien. Et c'est de cette subordination que naît leur dépendance envers la collectivité. Les personnes assistées sont vues par la société comme l'expression des problèmes sociaux. L'approche des droits est ainsi détournée et les pauvres deviennent prisonniers d'un processus permanent qui mine l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes, ainsi que leur confiance, si bien qu'ils adoptent l'habitude de demander sans cesse de l'aide.

Il est difficile d'imaginer les profondes incidences psychologiques que peut avoir un tel phénomène sur un pays comme le Pérou, où une proportion considérable de la population bénéficie régulièrement de soutien. Le Pérou a, lui aussi, connu une loi des pauvres, de fainéantise ou d'oisiveté, à l'ombre de laquelle d'énormes injustices ont été commises. Celles-ci ont été notamment racontées dans le roman *Km 83* écrit par José Diez Canseco, écrivain péruvien des années 30. La loi 4868 adoptée le 11 janvier 1924 déclarait fainéante toute personne sans biens ni revenus n'exerçant aucune profession, ni art, ni métier et dépourvue d'emploi, d'occupation licite ou de quelque autre moyen de subsistance, qu'il soit légitime ou connu. La peine infligée à de tels individus était un travail obligatoire qui pouvait entraîner le déracinement du cercle familial, ce qui arrivait très fréquemment en raison du taux de chômage. On procédait, en 1931, à la création d'un comité gouvernemental et d'un fonds d'aide sociale.

De nombreuses années plus tard, le psychothérapeute Cesar Rodriguez Rabanal (1989), après avoir analysé des cas concrets dans les quartiers populaires de Lima, est venu ajouter d'autres éléments à la réflexion sur la pauvreté. Il signale que l'analyse de l'extrême pauvreté, à savoir l'incapacité de répondre aux besoins élémentaires, révèle que la somme des besoins non satisfaits se fait au détriment de la formation de la personnalité de l'individu. Ainsi, l'indigence matérielle a pour conséquence la pauvreté psychique et donne lieu à des personnalités aux structures psychologiques faibles. Rabanal ajoute que cette définition générale est insuffisante pour comprendre des personnalités concrètes. Il lui a donc fallu effectuer un examen plus précis des histoires de vie. Les études de cas lui ont permis d'affirmer que le genre d'activités de survie que menaient les enfants des quartiers populaires de Lima, qui vivaient dans un contexte de difficulté, engendrait une rupture précoce avec l'enfance et une maturation accélérée et traumatique. Enfin, le psychothérapeute avance que les relations sociales, telles qu'elles existent dans les groupes pauvres de la population, exercent une telle pression sur l'individu qu'elles enclenchent en lui certains mécanismes de défense, comme la méfiance, l'alternance entre agressivité et passivité, le sentiment d'infériorité et la dépendance, le tout aggravé par le changement radical qu'entraîne la migration.

Pour ce qui est de la migration, Simmel, dans *Sociologie* et dans un article écrit quelques années plus tôt en 1903, *Métropole et mentalité*, avait déjà évoqué les sentiments de déracinement et d'abandon que ressentent généralement les émigrés, particulièrement les paysans, ainsi que les mécanismes de défense auxquels ils ont recours pour arriver à survivre en ville, où tout est étrange, violent, et inspire le doute. Quant au cas péruvien, c'est l'anthropologue Teófilo Altamirano qui analysa, dans les années 80, les diverses stratégies utilisées par les immigrants des Andes pour se tailler une place avec succès dans la dynamique fracassante de la vie urbaine. Javier Mariátegui (1988) a ajouté pour sa part que le coût psychologique en était assez élevé : dépression, angoisse, anxiété et isolement, etc.

Selon ce que nous avons vu jusqu'ici, nous pouvons déjà avancer trois conclusions :

1. Ceux que l'on compte comme pauvres dans les estimations officielles ne sont pas nécessairement pauvres au sens général du terme. Rappelons qu'en quechua, langue originaire du Pérou, est pauvre non pas celui qui est sans possessions, mais celui qui est

seul. La pauvreté est loin d'être uniquement un phénomène matériel. Elle compromet l'esprit et l'âme, voire la raison même des individus.

2. La partie de la société qui ne croupit pas dans la pauvreté, qu'elle le veuille ou non, donne plus de force au phénomène, soit au moyen de politiques sociales, comme nous l'avons vu précédemment, soit par son intolérance, mais surtout parce qu'elle fait de son mode de vie le seul qui soit possible. Si nous devions donner une caractéristique de ce mode de vie, nous dirions qu'il est irrationnel et donne lieu à une consommation effrénée, à un point tel qu'il met en péril l'équilibre des écosystèmes.
3. Grâce à la révolution des communications et à la mondialisation de l'information, ce nouveau paradigme s'étend de plus en plus, et ce jusque dans les endroits les plus isolés et plus pauvres de la planète. Soutenu par la propagande des grandes entreprises internationales, il crée, dans les populations des pays du Sud, le désir de mener un rythme de vie semblable à celui des pays du Nord, ce qui a d'importantes conséquences en ce qui a trait au développement : non-valorisation et sous-exploitation des richesses, mise en œuvre de projets non durables, goût démesuré pour les produits étrangers, etc.

### **3. Quelques caractéristiques de l'entrepreneur populaire**

À partir des conclusions esquissées dans la première partie, nous sommes tentés d'exclure les micro-entrepreneurs de la catégorie des pauvres, dans laquelle ils sont par ailleurs souvent placés, même si leurs revenus sont de subsistance. Comme l'a noté, il y a longtemps, Max Weber (1984), le fait même de mettre sur pied une entreprise, au sens large du terme, suppose l'existence de qualités différentes de celles que possèdent les pauvres telles qu'elles ont été exposées. La raison en est que la démarche visant à créer une entreprise suppose que l'entrepreneur ait : a) une volonté et une discipline de travail, b) la capacité de reporter la satisfaction de besoins matériels et de se soumettre à un régime d'austérité, et c) une confiance en lui-même. Ces qualités, lorsqu'elles ne sont pas tout simplement absentes, sont rares chez les pauvres.

Malgré des siècles de domination et d'exclusion qui ont réduit la capacité physique et intellectuelle des habitants des Andes péruviennes et qui les ont obligés à garder dans le secret leurs mœurs, leur culture et leurs connaissances traditionnelles, les immigrants sont souvent reconnus pour leurs



qualités d'entrepreneurs, beaucoup plus marquées que chez les habitants de la côte (Franco, 1990; Golte et Adams, 1987; Grompone, 1991). Norma Adams et Nestor Valdivia (1991) affirment que :

« Les immigrants viennent en ville avec leurs formes culturelles paysannes : avec d'une part, la connaissance des conditions de production pré-capitaliste et l'ignorance de la complexe division du travail que le capitalisme suppose; et d'autre part, le désir d'acquérir une indépendance de travail à moyen terme. Ces conditions subjectives et culturelles trouvent un terrain propice dans l'inexistence d'un marché interne pleinement constitué, ce qui leur permet de mener des expériences occupationnelles passant par la création d'un ensemble d'unités de travail de petite échelle ».

Les auteurs ajoutent que :

« Différemment à ce qui se passe dans les entreprises capitalistes formelles ce type d'établissements révèle, parmi ses caractéristiques les plus importantes une distance socioculturelle relativement petite entre l'entrepreneur et sa force de travail. Ils sont souvent originaires du même peuple et se perçoivent culturellement " proches " et en même temps, différents des autres habitants de la ville ».<sup>1</sup>

Si bien que, comme on l'a vu plus haut, le fait d'émigrer et de s'intégrer à un monde urbain violent a des conséquences psychologiques parfois difficiles à supporter, comme certains états de névrose dont les effets varient selon l'héritage culturel, l'origine de l'émigré, la différenciation sociale dans le peuple d'origine, le moment personnel et historique de l'émigration et l'attitude que l'on adopte relativement à l'émigration. Un déracinement involontaire a, par exemple, des conséquences bien différentes de celles d'une émigration où l'on cherche quelque chose de nouveau, où l'on est convaincu que l'on peut accéder à une situation différente et meilleure, et où l'on se sent capable de s'en sortir. Dans ce cas, la décision d'émigrer suppose une bonne attitude de changement qui peut être renforcée par l'existence, entre le peuple d'origine et la ville d'accueil, d'un réseau bien constitué de relations permettant de recevoir l'immigré de manière plus ou moins convenable.

---

<sup>1</sup> Ce qui est nouveau au Pérou, où l'entrepreneur traditionnel était blanc, de culture occidentale, et entretenait une relation très distante avec les travailleurs.

Selon des études assez récentes sur le phénomène migratoire péruvien, dont *Le paysan et l'anthropologie urbaine* (Altamirano, 1980), il semble que, pendant les premières phases postérieures à la migration, les relations dérivées du réseau familial, ainsi que l'identification à un groupe ethnique défini, agissent de manière puissante sur les émigrants. Toutefois, ces points d'appui s'affaiblissent tout au long de l'introduction des émigrants dans le milieu urbain.

Ce processus d'adaptation au milieu urbain ne se fait pas aléatoirement. Andreas Steinhilber (1991), qui a étudié le cas de Quinches au sud est de Lima, note qu'au cours de la première vague d'immigrants à Lima, entre 1930 et 1955 cette communauté, cherchant à optimiser la vente de sa production sur le marché de Lima, attribua à chaque classe d'immigrés un rôle et un genre d'activité différent selon qu'elle était de deuxième ou encore de troisième génération. De ce fait, la relation établie par les émigrants avec la capitale semble, d'une certaine manière, organisée et même, jusqu'à un certain point, planifiée. Quinches ne constitue pas une exception. Osterling et Fuenzalida ont trouvé la même caractéristique à Moyopampa (1979 et 1982), ainsi que Jürgen Golte avec le cas de Huaros (Canta, Sierra centrale de Lima). Toutefois, des gens ont émigré en raison de la violence politique des années 80 et 90 donc dans un contexte très différent étant donné l'urgence du départ, sa condition imprévue et le nombre de réfugiés.

Un autre trait caractéristique de l'entrepreneur populaire est que son comportement répond au type de socialisation qui existe dans sa communauté d'origine, surtout lorsqu'il est de la sierra et qu'il n'a jamais vécu des expériences de socialisation proprement urbaines. On peut définir ces relations comme un système d'aide mutuelle fondé sur un serment non contractuel selon lequel le membre de la famille (entendu au sens large du terme), ou le voisin le plus proche du point de vue non seulement spatial mais aussi spirituel, offre un service qui lui sera rendu quand l'occasion se présentera. Il ne s'agit donc ni d'un service non rémunéré ni d'un serment fondé sur une rétribution, mais d'une relation « marquante », ratifiée par l'échange réciproque de services dont ni la nature ni le délai de la contre-prestation ayant été préalablement établis.

Néanmoins, il faut préciser que cette expérience communautaire d'origine paysanne ne se traduit pas nécessairement par une idéologie collectiviste. Il s'agit plutôt de garder et de renouveler la pratique

de la réciprocité à l'intérieur d'un cercle familial, de parenté, de voisinage et de fraternité avec les plus proches.

Ces entrepreneurs émigrants, une fois arrivés en ville s'intègrent, autant du point de vue spatial que social à l'échelon des pauvres et y le restent au moins pendant toute une première phase de leur vie urbaine. Le manque de ressources matérielles et la localisation de leurs unités de production constituent des caractéristiques importantes qui influencent leur façon de créer leur entreprise, de construire leur habitat et d'établir leur relation avec la ville. Cette réalité continuera de les marquer même s'ils arrivent à se sortir du dédale urbain.

Bien qu'ils partagent un même espace de vie, les petits entrepreneurs sont différents - eux-mêmes le reconnaissent - des autres secteurs qui constituent le monde populaire, ne serait-ce que parce qu'ils n'attendent rien ni de l'État ni de l'économie traditionnelle. Adams et Valdivia, dans *Les autres entrepreneurs*, nous apprennent que, dans la plupart des cas examinés, on peut observer le développement d'une identité propre, et ce en dépit de la fragilité et de l'incertitude économique des personnes étudiées. En ce sens-là, la perception que celles-ci ont de la catégorie « entrepreneur » n'a aucun rapport à une condition ou à une situation de classe. Pour ces gens, un « entrepreneur » est celui qui crée, grâce à son travail, des choses utiles à la société. L'entourage de ces personnes a, lui aussi, une opinion favorable aux entrepreneurs, qui sont perçus, en quelque sorte, comme des modèles à suivre.

Les immigrants venant de Puno, situé au sud-est du Pérou et qui présente des conditions de vie extrêmement difficiles, se sont forgé une bonne réputation grâce à leur caractère laborieux, leur créativité, leur disposition à la collaboration et la force de leurs associations. Une grande partie de la population de Cuzco, d'Arequipa et de Tacna est originaire de Puno. Dans ces villes, et même à Lima, les immigrants provenant de Puno connaissent généralement beaucoup de succès, notamment dans le domaine du commerce. Un autre peuple qui est considéré comme un entrepreneur aisé est celui qui vient de la sierra centrale, principalement de Huancayo, capitale du département de Junin.

Dans *Richesse populaire*, Fernando Villarán (1998), ancien ministre du travail et spécialiste de la micro-entreprise décrit à l'aide d'exemples concrets, cet esprit puissant des immigrants devenus micro-entrepreneurs.<sup>2</sup>

#### 4. Particularités des années 90

Évidemment les caractéristiques qui viennent d'être exposées ont subi, au cours des années, des modifications notamment parce qu'il y a eu consolidation des micro-entrepreneurs en ville, une standardisation des modes de vie engendrée par la mondialisation, une concurrence entre producteurs pour conserver ou élargir leur marché dans un contexte difficile et de nouvelles différenciations sociales issues du monde des micro-entrepreneurs populaires. De nouveaux traits culturels sont apparus. Ils ont été parfois résumés par « *culture combi* » à savoir l'expression d'une certaine fragmentation et décomposition sociale. Le terme « *culture combi* » fait allusion à un mode de transport public qui existe à Lima et qui n'est soumis à aucune loi et est marqué par l'irrationalité.

Vers la fin des années 80, un sentiment de crise et de désespoir s'est installé dans le pays et perdure encore aujourd'hui. Celui-ci touche non seulement les entrepreneurs d'origine populaire mais toute la société. Nous n'avons pas encore vraiment étudié les conséquences qu'a eues sur le pays l'échec des propositions économiques et politiques des années 80. Ces dernières ont laissé le peuple sans issue, sans armes contre un autoritarisme mafieux corrompu - comme le milieu dans lequel s'implante le néo-libéralisme au Pérou - et aussi contre le terrorisme « polpotien » du Sentier lumineux (*Sendero Luminoso*). La politique économique à double face trouve alors sa plus simple expression : ouverture totale, surtout pour les grandes affaires, d'un côté et de l'autre, programmes d'aide à l'intention de millions de personnes. De là l'importance de reprendre l'opinion de Simmel vis-à-vis de la pauvreté.

Pendant ces années d'incertitude, les relations sociales se sont dégradées, la morale publique s'est avilie, l'efficacité et la légitimité de la loi ont été anéanties, et la justice de même que les autres pouvoirs de l'État se sont trouvés en situation de crise. La société entière a connu une sorte de

---

<sup>2</sup> Voir à ce sujet les cas de Gamarra, du Consorcio Promotor de la Industria de Bienes de Capital – CBK, des fabricants de chaussures de Trujillo et du Conglomerado metalmecánico de la Av. Aviación y anexos.

fragmentation où le plus fort a imposé sa volonté au détriment des structures minimales indispensables que nécessite la vie en collectivité.

Il est évident que riches et pauvres, entrepreneurs ou non, tirèrent profit d'une telle situation qui a retiré au pays une partie de sa réserve morale et de son patrimoine culturel. Il faut cependant insister sur le fait que ce ne sont pas tous les entrepreneurs, populaires ou non, ni même toute la société, qui ont bénéficié de cette situation. Au contraire, la majorité de la population en a été très perturbée témoin ou victime silencieuse de ce qui se passait.

Mais, il ne serait pas juste de dire que ce développement de l'« informalité » qu'une partie de notre société a intégrée, peut s'expliquer seulement ou exclusivement par le phénomène que nous venons d'esquisser. Cette « informalité » est un mode de vie ancien dans notre pays. Elle s'est en quelque sorte taillé une place au sein des classes populaires parce que les groupes dominants l'ont utilisée et encouragée. On a utilisé l'« informalité » afin de promouvoir un système de décisions extra institutionnel, pré moderne pourrait-on dire, en s'appuyant sur une tradition reléguant au deuxième plan le fonctionnement des institutions modernes, base de tout gouvernement démocratique. L'État, lui, a encouragé l'« informalité » tout simplement pour « apporter une solution » à des problèmes sociaux qui ne faisaient pas l'objet de politiques, comme c'est le cas du secteur du logement. Des études, réalisées surtout dans les années 80, ont démontré, en effet, que les plus importantes occupations de terrains à Lima, Comas, San Juan de Dios, Villa El Salvador, Huáscar, Pachacutec, entre autres, ont été encouragées ou tout au moins permises, par les gouvernements respectifs en raison de la particularité du sol de la capitale péruvienne, qui est désertique, sans valeur, abondant et de propriété publique.

Mais il existe aussi d'autres traits caractéristiques du pays, notamment le caractère « criollo », dont parlaient déjà les voyageurs européens du 18<sup>e</sup> siècle et qui a été l'un des thèmes récurrents dans les *Traditions péruviennes* de Ricardo Palma, écrivain péruvien de la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, ou bien encore chez Ventura García Calderón, écrivain des années 30. Une personne était « criolla » quand elle était née au Pérou, de parents espagnols sans être elle-même espagnole et qui, au fil des années, venait à considérer les Espagnols comme des personnes sans vivacité ou ténacité plutôt simples et même dans certains cas, débiles. Plus tard, « criollo » est devenu - sans distinction de

classe - synonyme d'astucieux, de malin, et peut-être même de personnes se livrant à des activités illicites. De la même façon, dans les années 50 et 60, les personnes originaires de Lima se sont moquées des immigrants venus des Andes en raison de leur simplicité et de leur ingénuité. Trente ou quarante ans après, grâce à la migration, la culture des Andes a inondé Lima. Mais il est évident que les immigrants ont adopté la culture traditionnelle de la capitale.

## **5. Quelques conclusions**

Dans ce texte, nous avons abordé les questions relatives à l'accroissement de la pauvreté en milieu urbain, particulièrement à Lima; à l'existence de logiques structurelles qui rendent très difficile toute lutte efficace contre celle-ci; au débat qui existe au Pérou concernant le rôle que joue ou que doit jouer la micro-entreprise dans le développement.

Nous avons affirmé que la pauvreté n'est pas un problème uniquement d'ordre matériel, mais aussi social et culturel qui est envenimé par des politiques d'aide traditionnelles et par la mythification d'un paradigme de consommation qui crée des attentes fausses et non durables.

Malgré les siècles d'exclusion à laquelle ils ont été soumis et en dépit de la fragilité de leur situation économique (selon la définition simmélienne du terme), au moins une partie des paysans émigrants des Andes sont devenus au fil des ans des entrepreneurs populaires. Ces derniers ne doivent pas être considérés comme pauvres étant donné que leur arrivée a fait partie d'une stratégie collective plus au moins organisée; qu'ils ont une capacité d'autonomie, d'indépendance et d'initiative; qu'ils ont de considérables qualités d'entrepreneurs.

Voici quelques traits culturels distinctifs qui, dans une certaine mesure, ont contribué à la réussite des entrepreneurs populaires :

- Leur caractère laborieux et leur adaptabilité;
- Leur aptitude à exécuter des travaux à petite échelle et leur connaissance des conditions de production non capitalistes;

- L'exercice de la tradition de réciprocité comme forme de collaboration efficace;
- L'affirmation d'une identité de créateurs de richesses, qui constitue un certain modèle pour le reste de la population;
- Une conception non capitaliste de la richesse.

Les années 90 ont amené un accroissement, dans une partie de la société, du phénomène de l'« informalité ». Au Pérou, celle-ci a des bases historiques et culturelles, en plus d'être proprement économique, ce qui a facilité son enracinement dans le quotidien des Péruviens. Les entrepreneurs populaires n'ont pas su se soustraire à cette « informalité » grandissante.

Comme nous l'avons expliqué, cet accroissement de l'« informalité » des années 90 avait des raisons conjoncturelles, mais elle a aussi été la conséquence de la situation économique où la lutte entre petits entrepreneurs pour dépasser le seuil de survie et pour s'imposer dans un marché chaque fois plus restrictif est difficile.<sup>3</sup> Cette concurrence voile l'importance que peuvent revêtir la coopération et les alliances stratégiques lorsqu'il faut faire face :

- à la commercialisation de produits provenant surtout d'Asie et dont le prix est extrêmement bas;
- à une production à plus grande échelle et de meilleure qualité afin d'être concurrentiel dans les marchés extérieurs;
- aux difficultés qu'implique le développement local, qui nécessite l'établissement d'une relation de collaboration plus harmonieuse et active avec l'entourage. Cette relation existe mais semble se présenter de manière un peu particulière. C'est le cas, par exemple, de San Juan de Lurigancho, secteur populaire de Lima, où la participation des entrepreneurs populaires à la vie des quartiers se traduit surtout par des activités ponctuelles et non pas par un processus permanent axé sur le développement.

Le patrimoine culturel des entrepreneurs populaires offre à ceux-ci des possibilités de développement personnel et collectif, qui pourraient parfaitement faire partie des efforts de développement de la nation, si les classes dirigeantes étaient plus conscientes de leur importance. Les entrepreneurs populaires ont aussi des limites découlant d'une culture urbaine (« criolla ») propre au pays, de la généralisation de l'« informalité » et de la précarité économique dans laquelle ils se trouvent, ce qui les force à envisager la vie au jour le jour et qui les empêche de penser à l'avenir.

Cela dit, des politiques publiques de promotion de la micro-entreprise et des formes de collaboration entre entrepreneurs pour accéder à une meilleure situation dans la société et dans l'économie du pays sont souhaitables. Pour ce qui est de l'économie solidaire, cette collaboration entre entrepreneurs devrait mettre l'accent sur des formes de coopération capables d'humaniser les relations mutuelles et qui préfigureraient un autre modèle de création de richesses. En fait, au lieu de réfléchir sur la question des relations entre la création de richesses et la précarité, nous croyons qu'il est pertinent d'élargir le thème en le faisant porter aussi sur le contexte de solidarité, ce qui permettrait de mettre l'accent sur les caractéristiques socio culturelles des entrepreneurs populaires péruviens. Pour mener à bien cette démarche, il semble utile de commencer par examiner les liens quotidiens qu'entretiennent les entrepreneurs populaires en tant que « voisins » et la localité à laquelle ils appartiennent.

---

3 Selon les économistes, seuls 10% à 20% des entrepreneurs populaires arrivent à dépasser ce seuil et à entamer un processus de croissance et de différenciation sociale, et ce, surtout dans certains domaines de la production, notamment le métal mécanique et le textile.



## Références bibliographiques

- ADAMS, Norma et Nestor VALDIVIA (1991). Les Autres Entrepreneurs, IEP, Lima.
- ADDAMS, Jane et de Florence KELLEY (2001). La tradition sociologique de Chicago, 1892-1961, Jean- Michel Chapoulie, Éditions du Seuil, Paris.
- ALTAMIRANO, Teófilo (1980). Le paysan et l'anthropologie urbaine. PUCP, Lima
- CHADWICK, Edwin (1991). Histoire du mouvement ouvrier anglais. Ed. Fundamentos, Madrid.
- CHAPOULIE, Jean- Michel (2001). La tradition sociologique de Chicago, 1892-1961. Éditions du Seuil, Paris,.
- DUVIGNAUD, Jean (1986). La solidarité : liens de sang et liens de raison, Librairie Arthème Fayard, Paris.
- FRANCO, Carlos (1990). Exploraciones en la Otra Modernidad : De la Migración a la Plebe Urbana, mimeo.
- GOLTE, Gurgén et Norma ADAMS (1987). Los Caballos de Troya de los Invasores. IEP, Lima.
- MARIÁTEGUI, Javier (1988). Salud Mental y Realidad Nacional : Migración y Salud Mental, Biblioteca de Psiquiatría Peruana, Lima.
- RODRIGUEZ RABANAL, Cesar (1989). Cicatrices de la pauvreté, Ed. Nueva Sociedad, Lima.
- SIMMEL, Georg (1998). Les pauvres. Presses universitaires de France, Paris.
- STEINHAUF, Andreas (1991). Diferenciación en Comunidades y Diferenciación de Colonia de Migrantes: El Caso de Quinches, ANTROPOLÓGICA No. 9, Lima.
- VILLARÁN, Fernando (1998). Riquesse populaire. Éditions du Congrès, Lima.
- WEBER, Max (1999). Économie et société. 23<sup>ème</sup> édition, L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Ed. Sarpe, Madrid.